

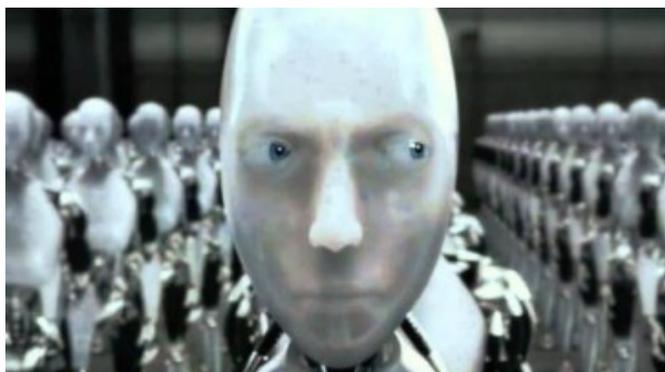
<https://www.elcorreo.eu.org/Geab-no-115-L-election-presidentielle-francaise-au-coeur-d-une-operation-europeenne-de-reprise-en-main-de-l-information>

Geab n° 115 : L'élection présidentielle française au cœur d'une opération européenne de reprise en main de l'information.

Date de mise en ligne : lundi 22 mai 2017

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



La voix de la France dans le monde semblait avoir disparu depuis 2007 au moins, bien loin de l'éclat de la diplomatie française en 2003 quand le pays s'opposait à la guerre en Irak. Et pourtant, au moment où l'on pensait l'influence de ce pays définitivement enterrée, l'élection présidentielle française de 2017 provoque une attention internationale rarement égalée, signe que l'insignifiante France n'est peut-être finalement pas si insignifiante que cela quand elle risque d'élire une présidente d'extrême droite au cœur de l'Europe.

Mais le verdict est tombé et le monde respire [1] : bien que la France soit le pays occidental à avoir le plus souffert du terrorisme ces dernières années, les Français ont résisté aux sirènes de la xénophobie et du repli, rejetant à plus de 65% la candidate d'extrême-droite, Marine Le Pen. C'est ainsi qu'un pur technocrate, Emmanuel Macron, se retrouve président. Comment en est-il arrivé là ? Quelle est la signification de ce résultat ? Quelles seront les conséquences pour l'Europe ?

Dans cet article, notre équipe établit un constat très amer sur les rouages qui ont porté au pouvoir Emmanuel Macron, mais s'autorise un optimisme (prudent) sur le potentiel de sortie de crise qu'il est permis d'entrevoir compte tenu précisément des forces qui ont concouru à cette élection.

Pour ce communiqué public, nous avons choisi de partager la partie optimiste de cet article.

L'homme compatible

La campagne présidentielle française 2017 a connu un moment véritablement historique : le débat télévisé qui a opposé Marine Le Pen à Emmanuel Macron, un débat qui a révélé deux choses : la vacuité du programme de l'une et la très inattendue densité du personnage (et du programme) de l'autre. Notre équipe anticipe que Marine Le Pen ne se remettra pas de ce débat, ni probablement son parti, le Front National. Le départ de la nièce de la famille Le Pen est d'ailleurs une première confirmation de cette anticipation. Ceci n'est d'ailleurs pas forcément une bonne nouvelle car la voie va se libérer pour la création d'un nouveau parti d'extrême-droite, plus moderne et efficace...

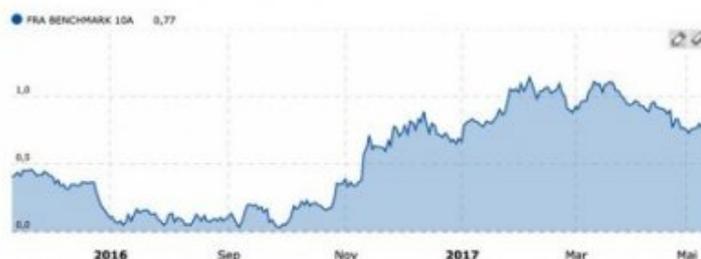
Mais dans ce débat, il n'y a pas que Marine Le Pen qui a été mauvaise, il y a Emmanuel Macron qui a été excellent et à qui l'on doit directement l'éviction de la candidate au deuxième tour, réussissant à convaincre tout un tas d'abstentionnistes d'aller finalement voter pour lui... pour une bonne raison cette fois et non dans le cadre d'une manipulation de communication.

L'immense soulagement des Français d'avoir évité Le Pen, combiné à une bonne dose de morale médiatique et à l'effet nouveauté, permet au nouveau président d'espérer un début de mandat « relativement » tranquille (contrairement à ce que nous écrivions il y a un mois – avec assez peu de conviction il faut bien dire). En tous cas, il

ne devrait pas faire l'objet du lynchage médiatique qu'a subi Hollande dès les premiers jours de son quinquennat... et les bonnes nouvelles économiques qui continueront de pleuvoir devraient calmer les plus récalcitrants.

Le fait que son programme s'inscrive dans la continuité permet d'éviter à M. Macron la défiance des marchés, généralement accompagnée d'une fuite des capitaux, d'une chute des bourses, d'une hausse des taux d'intérêt, etc. Bien au contraire, son passé de banquier (qui par ailleurs en exaspère plus d'un) et son côté pro-business assumé lui assurent une bienveillance utile quand rôde toujours le spectre de la crise financière de 2008. Compatible avec les marchés, donc, sans aucun doute.

Figure 1



Taux des obligations françaises à maturité 10 ans, mai 2016-mai 2017. **Source** : Boursorama.

Compatible avec l'Europe aussi, plus que jamais : Européen convaincu, il ne cache pas sa volonté de renforcer la construction européenne. « Une France forte (et ouverte) dans une Europe qui protège [2] » : s'il parvient à tenir cette promesse, ce serait le retour d'une France influente et constructive en Europe, ce qui ne déplairait pas à de nombreux pays cherchant un contrepoids à l'Allemagne (Allemagne incluse comme nous le disons souvent : aucun pays, mais surtout pas l'Allemagne, n'a la capacité/légitimité de diriger l'UE ou la zone euro seul, et elle le sait). Par ailleurs, il n'est pas représentatif de la gauche française qui déplaît tant aux autres Européens : au contraire, son programme est en accord avec la « gauche » des autres pays de l'UE (c'est-à-dire sociaux-libéraux), avec une acceptation claire de la mondialisation et du libéralisme. Il arrive en outre avec une image d'homme brillant, un homme de compromis qui emporte facilement l'adhésion (sa campagne fulgurante semble le prouver aux yeux du monde), ce qui est nécessaire pour le bon fonctionnement des institutions du continent.

Compatible avec l'Allemagne, enfin. Mme Merkel l'a soutenu pendant la campagne [3], et même l'intransigent M. Schäuble, actuel ministre des Finances allemand, souhaite travailler avec lui sur un projet de parlement de la zone euro [4]. Si le SPD emporte les élections allemandes de septembre, et bien que le candidat Schultz ait apporté son soutien à M. Hamon [5] (courtoisie entre partis socialistes oblige), M. Macron est là encore compatible, soutenu notamment par l'ancien président du SPD, vice-chancelier et ministre de l'Économie allemand, M. Gabriel [6] (ils ont d'ailleurs écrit une tribune commune sur l'Europe dans le Guardian [7] en 2015). En deux mots, quel que soit le résultat de l'élection allemande, M. Macron travaillera volontiers avec l'Allemagne, ce qui ne plaira certes pas à tout le monde, mais ce qui a l'avantage de créer le potentiel de réforme de la zone euro tant attendue.

Il promet également de réduire le déficit public français (tout en baissant les impôts...), ce pour quoi il obtiendra vraisemblablement l'aval de l'Assemblée Nationale que notre équipe voit mal majoritairement à gauche. S'il réussit, cela devrait lui donner une certaine crédibilité en Europe et particulièrement en Allemagne.

Les questions concernant sa capacité ou non à se créer une majorité au Parlement français sont, d'après notre équipe, moins importantes que suggéré par l'attention portée par les médias à ce sujet : d'une part, dans la « démocratie » que nous avons décrite au début de cet article, les médias-faiseurs-d'opinion ont plus d'importance que

les parlements suiveurs-d'opinion et c'est donc bien du contrôle des premiers que viendra le pouvoir réel de Macron à mettre en œuvre son programme ; et, d'autre part, les résultats obtenus par les deux grands partis (PS et LR) à la présidentielle sont propices à une cascade de ralliements directs ou indirects au mouvement d'Emmanuel Macron. Nous avons parlé plus haut d'une crise majeure au FN, il fait aussi mentionner la crise majeure que les partis de pouvoir français commencent à traverser depuis le 7 juin.

De fait, la seule véritable opposition avec laquelle Macron va devoir compter, c'est la gauche radicale de Mélenchon et sa base ultra-militante, mais cette opposition sera davantage dans la rue qu'à l'Assemblée Nationale.

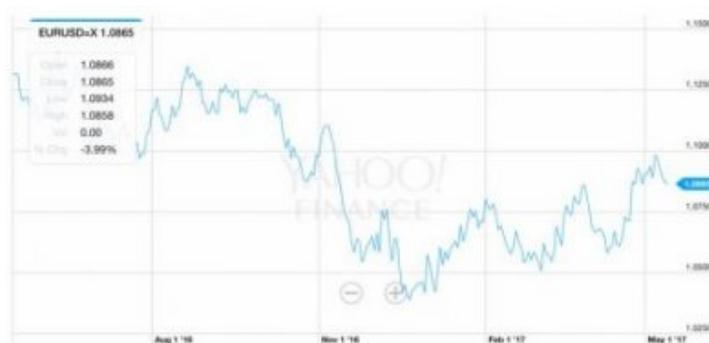
Conséquences pour l'euro et l'Europe

Si Mme Merkel reste au pouvoir, on peut douter que le président français obtienne gain de cause sur sa volonté de redistribution des richesses au sein de la zone euro [8]]. De même, avec M. Macron s'éloignent les perspectives d'une réforme de l'euro telle que nous la décrivions le mois dernier. En réalité, la question est moins le contenu de la réforme que la volonté politique requise pour la mettre en œuvre. « Tout est politique » comme le disaient les manifestants de mai 68. Et le fait est qu'une force politique, ancrée dans un appareil économique-médiatique supra-national, qui parvient à prendre les rênes laissés libres de la zone euro, est la condition *sine qua non* pour que la zone euro se remette à fonctionner... d'une manière ou d'une autre.

En ce qui concerne la valeur de l'euro, les bonnes nouvelles économiques de la zone euro, la probable création d'un parlement de la zone euro, ainsi que l'enthousiasme des marchés,... la maintiendront à un bon niveau, seulement affaiblie par le QE de la BCE tant que celui-ci durera.

Or les chances d'arriver à sortir du cercle infernal des QE augmentent considérablement avec l'arrivée d'un leader « eurosystème-compatible » dans le jeu. Notre équipe pense que le nouveau président, ancien banquier et ancien ministre de l'Économie, mesure bien les dangers du *quantitative easing* de la BCE et poussera pour un « QE fiscal » profitant à l'économie réelle, ce que M. Draghi lui-même promet comme nous l'avons déjà expliqué.

Figure 1



Cours de l'euro en dollar, mai 2016-mai 2017.

Source : Yahoo

Par ailleurs, l'élection de M. Macron, avec son libéralisme, redonne de l'attractivité à la place financière de Paris qui, en réseau avec les autres bourses de la zone euro (et notamment Francfort), pourrait récupérer une bonne part du transfert vers le continent de l'activité financière de la City post-Brexit, en particulier pour les transactions en euro

qu'il est évidemment plus que légitime de rapatrier en zone euro [9]... [10]

Mais en réalité, le vrai point positif pour l'Europe est le retour à un dialogue constructif avec la France que permet le président qui se présente comme un homme « sans idéologie ». Selon notre équipe, avec la reprise en main médiatique européenne dont nous parlions plus haut et un changement perceptible de mentalité après les défaites de M. Wilders et Mme Le Pen, les agendas portés par M. Macron de démocratisation de l'Europe et d'Europe de la défense [11] pourront enfin avancer, malgré les difficultés de ces débats [12].

Des dangers à surveiller

On le voit, le résultat de l'élection française ouvre la porte à la résolution de nombreux problèmes européens et à un début de sortie de crise. Néanmoins, le début de cet article le montre assez : de grands dangers subsistent, et notamment la collusion avec les médias qui risque d'amplifier les bonnes nouvelles et de minimiser celles pouvant faire ombrage au nouveau dirigeant, mais aussi d'aider à faire passer discrètement des mesures impopulaires cachées derrière un flot de nouvelles triomphalistes...

Aux citoyens d'être vigilants ! C'est d'autant plus inquiétant avec un président ouvertement internationaliste, favorable aux traités de libre-échange comme le CETA et le TTIP, qui n'hésitera pas à vendre en catimini aux États-Unis ou à la Chine les fleurons européens par exemple [13]... La bonne nouvelle, c'est que le président des États-Unis n'est plus fréquentable. Avec M. Obama ou Mme Clinton au pouvoir, il aurait vraiment fallu s'inquiéter ; avec M. Trump, les vellétés atlantistes de M. Macron sont déjà largement réfrénées.

Nos chercheurs du LEAP seront particulièrement attentifs à établir si Emmanuel Macron va en effet mettre en place une gouvernance certes efficace mais de fait non démocratique de la France/zone euro/UE, gouvernance qui reflèterait une idée assez répandue désormais dans les technocraties d'ici et d'ailleurs, selon laquelle le niveau de complexité du monde d'aujourd'hui exclut les peuples de tout espoir de compréhension et qu'il faut donc s'en préserver pour la bonne gestion des affaires (en inventant ce concept de « populisme » qui sert de plus en plus à éliminer de la vie publique l'extrémisme, la politique, les peuples et le débat tout à la fois) ; ou bien si, dans le cadre de son agenda, Emanuel Macron va réellement contribuer à connecter les citoyens européens aux institutions communes via un système de validation démocratique des grandes orientations à donner au continent. Un certain optimisme est de mise compte tenu de ses déclarations concernant le besoin de « retisser les liens entre Europe et citoyens » [14] ; mais s'agira-t-il d'œuvrer à recréer une citoyenneté européenne dite de la « claque » (formée à applaudir) ou bien à inventer une citoyenneté européenne impliquée dans les grands processus décisionnels ? Son soutien ou non à des actions de démocratisation européenne sera un indicateur que LEAP, compte tenu de ses actions dans ce domaine [15], n'aura pas de mal à constater et partagera avec les lecteurs de sa lettre confidentielle.

Il faudra enfin surveiller les relations qu'il souhaite entretenir avec la Russie de M. Poutine, avec qui il a promis de discuter, et avec la Chine, l'OCS et les BRICS, pour savoir si le nouveau président français veut réellement contribuer à positionner la France et l'Europe dans le monde d'après. Notre équipe ne peut encore en juger...

[Abonnez-vous pour lire la suite dans le GEAB 115 / 15.05.2017](#)

[GEAB 115](#). Paris, 15 mai 2017

[1] Source : « La victoire d'Emmanuel Macron vue par la presse internationale », [Le Monde](#), 08/05/2017.

[2] Sources : [Twitter @EmmanuelMacron](#) (03/05/2017) ; [France24](#) (03/05/2017).

[3] Sources : [Bloomberg](#) (28/04/2017) ; [Deutsche Welle](#) (03/05/2017).

[4] Source : [Reuters](#), 11/05/2017.

[5] Source : [EUObserver](#), 29/03/2017.

[6] Source : [EUObserver](#), 20/03/2017.

[7] Source : [Guardian](#), 03/06/2015.

[8] Source : [La Tribune](#), 02/03/2017.

[9] C'est la raison pour laquelle le Financial Times titrait : « *Macron and Schulz would be bad news for May* ». Source : [Financial Times](#), 13/02/2017.

[10] Nous estimons d'ailleurs que ce projet de transformer Paris en place financière majeure de la zone euro est probablement celui qui a fait converger la classe financiero-économique française autour de la candidature du poulain commun Emmanuel Macron.

[11] Le Brexit pourrait bien simplifier les choses ici aussi...

[12] Lire par exemple « *Where might Macron clash with Europe ?* », [EUObserver](#), 09/05/2017.

[13] Ce ne serait pas le premier, cela dit... Dernier épisode en date d'incroyable trahison, passé relativement inaperçu (!) : « Les renseignements français cèdent à l'américain Palantir la surveillance du web ». Source : [L'Express](#), 09/12/2016.

[14] Source : [La Dépêche](#), 07/05/2017

[15] LEAP inspire et participe au lancement d'un Processus Citoyen de Démocratisation de l'UE les 1-2 juillet à Louvain-la Neuve auquel les lecteurs du GEAB sont bien évidemment conviés à participer. Source : [Association des Amis de Franck Biancheri](#)